



## **Assemblée générale**

**PROVISOIRE**

**A/43/PV.42**

**4 novembre 1988**

**FRANCAIS**

---

**Quarante-troisième session**

**ASSEMBLEE GENERALE**

**COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 42e SEANCE**

**Tenue au Siège, à New York,  
le mercredi 2 novembre 1988, à 10 heures**

**Président :** M. CAPUTO (Argentine)  
**puis :** M. HUERTA MONTALVO (Equateur)  
(Vice-Président)

**La situation au Kampuchea [23]**

- a) Rapport du Secrétaire général**
- b) Projet de résolution**
- c) Rapport de la Cinquième Commission**

---

**Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.**

**Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.**

La séance est ouverte à 10 h 20.

POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

- a) RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (A/43/730)
- b) PROJET DE RESOLUTION (A/43/L.12)
- c) RAPPORT DE LA CINQUIEME COMMISSION (A/43/766)

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Permettez-moi de proposer que la clôture de la liste d'orateurs pour le débat sur le point 23 de l'ordre du jour soit fixée à 16 heures cet après-midi. S'il n'y a pas d'objections, puis-je en déduire que l'Assemblée générale souhaite agir de la manière indiquée?

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : En conséquence, je demande aux représentants qui souhaitent participer au débat du point à l'examen de bien vouloir s'inscrire le plus rapidement possible.

Je donne la parole à Mme Diallo, du Sénégal, qui va prendre la parole au nom de sa délégation et également en tant que Présidente du Comité spécial de la Conférence internationale sur le Kampuchea.

Mme DIALLO (Sénégal) : L'Assemblée générale commence aujourd'hui, pour la dixième fois consécutive, son débat annuel consacré à la question du Kampuchea. Cela fait 10 ans maintenant que le peuple kampuchéen vit sous l'occupation étrangère ou en exil forcé. Nul n'ignore les causes du sort malheureux qui a frappé ce pays ami du Sénégal et qui trouvent leur origine dans l'invasion étrangère, en violation flagrante des principes de la Charte des Nations Unies et du Mouvement des pays non alignés.

L'Organisation des Nations Unies n'a jamais cessé d'exprimer sa préoccupation devant cette situation qui impose injustement des souffrances inutiles aux populations d'un Etat Membre et qui constitue une menace permanente à la paix et à la sécurité internationales. Cette préoccupation a été exprimée dans sa forme la plus complète au cours de la Conférence internationale sur le Kampuchea, convoquée dans cette enceinte en juillet 1981. Parmi les principes que cette conférence a définis pour un règlement politique global de la question du Kampuchea, il convient de citer le retrait total des troupes étrangères, le respect du droit du peuple kampuchéen à l'autodétermination, la restauration de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Cambodge.

Mme Diallo (Sénégal)

Mon pays, le Sénégal, a dès le début du conflit, apporté sa contribution aux efforts visant à un règlement politique, en appuyant la Déclaration de la Conférence internationale sur le Kampuchea et en acceptant de présider le Comité ad hoc mis sur pied par cette conférence. L'engagement de mon pays pour la cause de la paix au Kampuchea et en Asie du Sud-Est a toujours été et demeure total. Nous sommes convaincus qu'il est du devoir de la communauté internationale de rétablir le droit au Cambodge et d'aider le peuple kampuchéen, si fier de son histoire et de son identité, à retrouver le pouvoir de décider de son avenir, à l'abri de toute ingérence étrangère et conformément à la Charte des Nations Unies.

La position de mon pays qui ne procède d'aucune hostilité à l'égard d'aucune partie se fonde sur le fait que l'on ne saurait accepter, sous quelque prétexte que ce soit, l'usage de la force pour renverser le régime d'un autre pays.

Ma délégation a déjà eu à le rappeler ici, que le fait d'autoriser ou d'avaliser de tels agissements risquerait de compromettre dangereusement la sécurité de nombreux Etats, et plus particulièrement celle des pays qui ne disposent pas de moyens militaires importants. Cela reviendrait également à reconnaître et à accepter que la force crée le droit, ce qui conduirait à terme, à une remise en cause des normes fondamentales régissant les relations internationales.

Je me dois de le souligner à ce point précis, que le Sénégal partage entièrement les préoccupations de la communauté internationale à propos des droits de l'homme au Cambodge. A notre avis, l'Organisation des Nations Unies devra, dans le cadre de ses responsabilités en matière de protection des droits fondamentaux de l'homme, tout mettre en oeuvre pour prévenir le risque d'un retour à la répression et aux atrocités dont a tant souffert le peuple cambodgien, dans un passé récent. La politique bien connue de mon pays en matière de promotion et de protection des droits de l'homme, m'autorise à réitérer à notre organisation la coopération pleine et entière du Sénégal dans ce domaine.

Il reste que le Sénégal ne saurait admettre que la prévention du retour à de tels abus soit utilisée pour imposer le fait accompli ou légitimer l'occupation par la force, du territoire d'un Etat souverain, en violation flagrante du droit international et des principes de notre organisation.

Pour la première fois depuis la dernière guerre mondiale, les conflits régionaux ont enregistré une réduction considérable d'intensité, quand il ne s'agit pas pour certains d'entre eux d'une accalmie relative. Grâce à un climat

Mme Diallo (Sénégal)

international de détente, le dialogue et la négociation ont pris le pas sur la confrontation, ce qui permet à l'Organisation des Nations Unies de retrouver la possibilité d'exercer efficacement sa fonction première, celle du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il est heureux que la question du Kampuchea ait été influencée, dans une certaine mesure, par ces changements positifs qu'il est du devoir de la communauté internationale d'encourager afin d'en accélérer l'évolution vers un règlement politique définitif.

C'est dans cet esprit que nous appuyons le processus de concertation entamé à Bogor, en Indonésie, dans le cadre de ce qui est communément appelé la Réunion informelle de Jakarta. L'importance de ce cadre informel a été soulignée par toutes ces hautes personnalités intervenues du haut de cette tribune lors du débat général il y a de cela quelques semaines. Son principal mérite aura été de réunir pour la première fois autour d'une table de négociation, les parties en conflit ainsi que les autres pays concernés ou intéressés de la région. C'est pourquoi le Sénégal qui a toujours soutenu et continuera d'apporter son appui aux initiatives régionales dans la recherche de solutions aux conflits locaux, encourage les pays de l'Asie du Sud-Est à poursuivre l'exploration de toutes les voies que leur offre le cadre régional. Et c'est l'occasion pour mon pays de renouveler son soutien aux Etats membres de l'ANASE dans leurs efforts pour la recherche d'une solution politique, la plus appropriée, à la question du Kampuchea, conformément aux principes et objectifs définis par l'ONU.

Mme Diallo (Sénégal)

Le rôle central qui revient à S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk, dans tout règlement politique de la question du Kampuchea a toujours été souligné par mon pays.

C'est la raison pour laquelle, au Sénégal, nous considérons avec un intérêt tout particulier les initiatives du Prince Sihanouk dont les rencontres en décembre 1987 et janvier 1988, en France, avec M. Hun Sen, chef du régime au pouvoir à Phnom Penh, ont constitué un pas encourageant vers l'établissement d'un dialogue porteur d'espoir. Nous souhaitons que la troisième rencontre prévue dans quelques jours en France nous confirme dans cette conviction.

De son côté, le Secrétaire général de notre Organisation, S. E. M. Javier Pérez de Cuéllar, continue d'offrir ses bons offices aux parties. Les propositions soumises récemment à cet effet et mentionnées au paragraphe 10 de son rapport A/43/730 méritent un examen attentif.

Plus récemment, le Mouvement des pays non alignés a mis sur pied un comité chargé de réfléchir sur la contribution qui pourrait être la sienne dans la recherche d'une solution au problème du Kampuchea. En sa double qualité de membre du Mouvement des pays non alignés et de président du Comité spécial de la Conférence internationale sur le Kampuchea, le Sénégal se réjouit de cette heureuse initiative. L'accroissement de l'intérêt ainsi manifesté par le Mouvement des pays non alignés donne à mon pays l'occasion de renouveler sa détermination de continuer à contribuer, dans ce cadre également, à la recherche d'une solution.

Le Sénégal a, d'autre part, noté la décision du Viet Nam, annoncée en mai dernier, de retirer du Kampuchea d'ici à la fin de l'année, 50 000 de ses soldats et de faire partir le reste au plus tard en 1990. De l'avis de ma délégation, comme du point de vue des Nations Unies et de la majorité des Etats Membres, le retrait des troupes étrangères du Kampuchea demeure la principale clef d'une solution politique. Ce retrait doit s'effectuer sans condition préalable et ne saurait être retardé sous aucun prétexte. Notre foi en la sagesse et en la maturité du peuple khmer est inébranlable et nous sommes certains que, libérés de toute ingérence extérieure, les Cambodgiens relèveront les défis de la réconciliation nationale et de l'établissement d'un Cambodge indépendant, neutre et non aligné sous la direction éclairée de S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk.

Ma délégation a pris connaissance avec intérêt du rapport du Secrétaire général sur la situation au Kampuchea. Les propositions soumises cette année aux parties kampuchéennes et aux pays de la région de l'Asie du Sud-Est représentent

Mme Diallo (Sénégal)

une contribution importante dans la recherche d'une solution négociée. Ma délégation apprécie également les efforts déployés par l'Organisation dans la coordination des activités en matière d'assistance humanitaire aux réfugiés kampuchéens. Mon gouvernement saisit cette occasion pour rendre un hommage particulier au Secrétaire général, S. E. M. Javier Pérez de Cuéllar, pour ses efforts inlassables en faveur de la paix au Cambodge.

J'associe à cet hommage ses principaux collaborateurs dans cette tâche difficile, en particulier MM. Rafeeuddin Ahmed et Hedi Annabi. Nous souhaitons également dire notre reconnaissance aux pays donateurs et à la Thaïlande, pays d'accueil, sans lesquels il aurait été difficile d'améliorer le sort des réfugiés kampuchéens.

Au cours de cette année, le Comité spécial de la Conférence internationale sur le Kampuchea, que mon pays a l'honneur et le privilège de présider, a mené des consultations avec certains gouvernements intéressés en application du mandat que lui a confié la Conférence internationale. Ces consultations ont pour but de souligner la préoccupation constante de la communauté internationale devant la situation au Kampuchea et d'obtenir le soutien le plus large possible aux efforts de règlement de ce problème. Je voudrais ici exprimer, au nom de mon pays et au nom des membres du Comité, notre appréciation pour le soutien et les encouragements que mon prédécesseur, l'Ambassadeur Massamba Sarré, et les membres de sa délégation ont reçus dans les pays auxquels le Comité a rendu visite. Il me plaît de souligner également combien ont été bénéfiques les entretiens que les membres du Comité ont eus avec S. E. M. Léopold Gratz, Président de la Conférence internationale sur le Kampuchea. Les contacts de haut niveau que le Président Gratz a, chaque année, avec les dirigeants des pays intéressés par la question du Kampuchea, au même titre que ses avis et conseils, sont indispensables pour l'exécution normale de notre mandat. Nous voudrions renouveler ici au Président Gratz notre reconnaissance et notre gratitude.

Je voudrais maintenant attirer l'attention de l'Assemblée générale sur le rapport annuel du Comité spécial publié sous la cote A/CONF.109/13, en particulier sur le paragraphe 26 où il est dit ce qui suit :

Mme Diallo (Sénégal)

"Le Comité spécial estime que la mission a permis de mettre en évidence les préoccupations de la communauté internationale face au problème kampuchéen. Les entretiens qu'elle a eus ont été utiles en ce qu'ils ont fait ressortir les divers aspects, complexes et interdépendants du problème. Le Comité est encouragé de constater qu'il semble généralement admis qu'une solution rapide du problème kampuchéen est possible et souhaitable."

L'histoire du Cambodge a été marquée au cours de la dernière décennie par l'incompréhension, la confrontation et des souffrances inutiles. Cette situation n'a que trop duré. Nous devons redoubler d'efforts pour aider au rétablissement de la paix dans ce pays sans plus tarder. Les événements positifs qui sont intervenus depuis l'année dernière nous permettent d'envisager l'avenir au Cambodge avec plus d'optimisme. Comme il a été dit dans le rapport annuel du Comité spécial, une solution rapide du problème kampuchéen est possible et souhaitable. Encore faut-il que toutes les parties intéressées continuent à faire preuve de la plus grande volonté politique et que la communauté internationale puisse se saisir des opportunités que lui offre la situation actuelle pour faire avancer la cause de la paix dans cette sous-région.

Pour sa part, le Sénégal continuera d'apporter sa modeste contribution à la recherche d'une solution politique au Kampuchea, dans le cadre des Nations Unies et plus particulièrement par l'intermédiaire du Comité spécial. Mais, animé du seul souci d'aider le peuple khmer à retrouver au plus vite la paix à laquelle il aspire, mon pays reste également ouvert à tout autre cadre de règlement approuvé par la communauté internationale et susceptible de conduire à une solution pacifique conforme aux principes définis dans la Charte des Nations Unies. Un tel règlement devra nécessairement s'appuyer sur le droit inaliénable du peuple kampuchéen à l'autodétermination et à l'établissement d'un Cambodge indépendant, neutre et non aligné.

C'est en pleine conformité avec ses principes que ma délégation a accepté de parrainer le projet de résolution A/43/L.12 soumis à l'attention de l'Assemblée générale dont elle recommande l'adoption.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : L'orateur suivant est le Premier Ministre du Kampuchea démocratique, M. Son Sann, qui a exprimé le souhait de faire une déclaration sur la question à l'examen.

S. E. M. Son Sann, Premier Ministre du Kampuchea démocratique, est escorté à la tribune.

M. SON SANN (Kampuchea démocratique) : Les débats sur le point 23 de l'ordre du jour, intitulé "La situation au Kampuchea" de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies marquent aujourd'hui la décade. Ce sont aussi 10 ans d'occupation du Cambodge par les forces vietnamiennes d'agression, encore estimées à 130 000 hommes. Tant que ces forces d'agression restent dans notre pays, la situation du Cambodge restera précaire et misérable. La vie normale et le développement économique et social sont rendus impossibles à cause de cette occupation militaire.

Le nombre de votes des pays Membres de l'ONU en faveur des résolutions sur le Kampuchea s'accroît tous les ans, notamment depuis la formation du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique en 1982 : l'année dernière, les votes favorables ont atteint le chiffre maximal de 117 pays. Cette pression politique et diplomatique, appuyée par la pression économique internationale et celle du peuple cambodgien sur le terrain respectivement contre le Gouvernement vietnamien et les forces d'occupation vietnamiennes, reste un moyen approprié et efficace pour forcer les dirigeants de Hanoi à abandonner leur position quant à leur politique expansionniste et à venir à la table des négociations. De la situation "irréversible" au Cambodge, dont ils se targuaient, les dirigeants de Hanoi en sont venus à des manoeuvres diplomatiques dilatoires pour desserrer ces pressions et pour sauver le régime chancelant de leurs pupilles à Phnom Penh. La question est de savoir si Hanoi est ou non sincèrement intéressé à une solution politique équitable au Cambodge ou non.

La direction politique de Hanoi s'était montrée fort ingrate envers le Prince Norodom Sihanouk qui l'avait aidée dans les années 60 lors de sa guerre de libération nationale. Non seulement les dirigeants de Hanoi, en particulier S. E. Pham Van Dong, alors Premier Ministre du Nord-Viet Nam, se sont comportés en ingrats, mais encore en parjures à leur serment fait au Prince Norodom Sihanouk, quelque part en Chine du Sud, au printemps de 1970, devant feu le Premier Ministre chinois, S. E. Chou En Lai, que jamais Hanoi n'envahirait le Cambodge et qu'il serait toujours reconnaissant au Prince Norodom Sihanouk. En fait de reconnaissance, M. Pham Van Dong renvoya les cinq lettres, dont trois non ouvertes, que le Prince Norodom Sihanouk lui avait adressées en 1979, lui rappelant ses liens passés, ses dettes de reconnaissance afin de parvenir à la recherche d'une solution politique juste et équitable à la situation kampuchéenne créée par l'invasion des



M. Son Sann (Kampuchea démocratique)

troupes de Hanoi. Pour toute reconnaissance, les dirigeants de Hanoi déclaraient la situation au Cambodge, sous domination vietnamienne, "irréversible"... Et afin de parachever ses ambitions multiséculaires d'expansion et de domination, puisque le Royaume de Champa fut complètement absorbé au milieu du XVIIIe siècle et que le Sud-Cambodge, région constituée par le delta du Mékong et l'aire de Saïgon, fut colonisé au XIXe siècle, le Viet Nam n'a pas non plus hésité à faire preuve d'ingratitude envers la Chine qui avait sacrifié hommes, matériel et 20 milliards de dollars pour aider Hanoi dans ses deux guerres du Viet Nam, en choisissant délibérément le camp soviétique.

En vérité, si Hanoi voulait sincèrement une solution politique équitable au Cambodge, il aurait accepté de participer à la rencontre entre le Prince Sihanouk et M. Hun Sen en décembre 1987 et en janvier de cette année, comme les autres parties cambodgiennes l'y avaient invité. Les deux entrevues du Prince Sihanouk avec Hun Sen n'ont pas abouti, visiblement à cause de l'intransigeance du régime de Phnom Penh, dictée par les dirigeants de Hanoi, ainsi que l'a déclaré le Prince Norodom Sihanouk lui-même... De même Hanoi avait-il refusé la Conférence internationale sur le Kampuchea (CIK) comme cadre au règlement global de la situation cambodgienne créée par l'invasion et l'occupation du Cambodge par les troupes d'agression vietnamiennes. Nous profitons de l'occasion pour réitérer notre gratitude au Président de la Conférence internationale sur le Kampuchea, ainsi qu'au Président et aux membres du Comité spécial pour leurs inlassables efforts en vue de trouver une solution politique à cette situation au Kampuchea.

Si le Viet Nam peut être amené à une attitude moins intransigente, c'est grâce au résultat des votes sans cesse croissants des membres de l'ONU en faveur des résolutions sur le Kampuchea et à la pression sur le terrain. Ces votes favorables répondent aux vœux du peuple cambodgien tout entier qui veut le retrait total et inconditionnel des troupes vietnamiennes du Cambodge et l'exercice de son droit à l'autodétermination. Les deux principes fondamentaux du droit international : la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays et le droit d'un peuple à l'autodétermination sont également conformes à la Charte des Nations Unies. Ils sont contenus dans le projet de résolution sur le Kampuchea qui est soumis ici aux votes des honorables membres de l'ONU.

M. Son Sann (Kampuchea démocratique)

Grâce à l'encouragement des 117 votes favorables de l'année dernière, des démarches politiques et diplomatiques ont pu être entreprises pour résoudre la situation du Cambodge créée par l'invasion de ce pays fin 1978 et son occupation par les troupes vietnamiennes jusqu'à ce jour. Outre la Conférence internationale sur le Kampuchea qui reste pour nous le cadre de négociation privilégié pour une solution politique globale du problème cambodgien, la Réunion informelle de Jakarta (JIM) qui a pris place à Bogor du 25 au 28 juillet 1988, a cherché à servir de point de départ à un processus de paix et de retrait négocié des troupes d'occupation vietnamiennes du Cambodge.

Le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, dont je suis le Premier Ministre, soutient le projet de résolution des Nations Unies sur le Kampuchea qui vous est soumis aujourd'hui. Cependant, nous estimons nécessaire de faire les remarques suivantes. La partie de Samdech Norodom Sihanouk et son organisation militaire, l'ANS, restent parties intégrantes du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, et le Prince Sihanouk lui-même reste le chef de la résistance khmère, tant que les forces d'occupation vietnamiennes restent au Cambodge. Le Prince Norodom Sihanouk a maintes fois répété qu'il n'acceptera jamais le cadre du régime de Phnom Penh et ne rentrera jamais au Cambodge si le régime de Phnom Penh n'est pas démantelé. En outre, il ne consentira à diriger qu'un gouvernement quadripartite de réconciliation nationale. La partie du Kampuchea démocratique a déjà accepté le principe du démantèlement de l'Etat du Kampuchea démocratique si le régime de Phnom Penh se résoud à être démantelé en même temps pour laisser la voie libre à la formation d'un gouvernement provisoire de réconciliation nationale quadripartite. Il ne s'agit pas pour nous d'éliminer qui que ce soit. Bien au contraire, c'est la seule voie qui s'impose à toute réconciliation nationale véritable et acceptable par le peuple cambodgien et la communauté internationale.

Le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique est convaincu que sans la mise en place d'un mécanisme de contrôle pour le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge et leur non-retour sous quelque prétexte que ce soit, la paix et la sécurité dans ce pays resteront précaires et menacées. La Force internationale pour le maintien de la paix et de la sécurité (FIMPS) et la Commission internationale de contrôle et de supervision (CICS) sont autant de mécanismes appropriés à une paix durable qu'appellent de leurs vœux tout le peuple

M. Son Sann (Kampuchea démocratique)

cambodgien et son gouvernement de coalition. Ces mécanismes servent également à renforcer l'autorité du gouvernement provisoire quadripartite de réconciliation nationale, chargé de préparer et d'organiser les élections libres et générales, à consolider une authentique réconciliation nationale dans laquelle aucune partie cambodgienne ne pourra ni dominer ni éliminer les autres, à faire respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tout le peuple cambodgien et à prévenir tout retour aux politiques et pratiques universellement condamnées de même qu'au respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale d'un Cambodge authentiquement neutre et non aligné, et au respect du droit du peuple cambodgien à l'autodétermination sans ingérence étrangère. Quant nous parlons des politiques et pratiques universellement condamnées, nous voulons parler surtout du régime de Phnom Penh, instrument de l'invasion et de l'occupation du Cambodge par les troupes vietnamiennes.

M. Son Sann (Kampuchea démocratique)

Le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique est convaincu que sans la mise en place de mécanismes de contrôle pour le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge et leur non-retour sous quelque prétexte que ce soit, la paix et la sécurité dans ce pays resteront précaires et menacées. La Force internationale pour le maintien de la paix et de la sécurité (FIMPS) et la Commission internationale de contrôle et de supervision (CICS) sont autant de mécanismes appropriés à une paix durable qu'appellent de leur vœu tout le peuple cambodgien et son gouvernement de coalition. Ces mécanismes servent également à renforcer l'autorité du gouvernement provisoire quadripartite de réconciliation nationale, chargé de préparer et d'organiser les élections libres et générales, à consolider une authentique réconciliation nationale dans laquelle aucune partie cambodgienne ne pourra ni dominer ni éliminer les autres, à faire respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tout le peuple cambodgien et à prévenir tout retour aux politiques et pratiques universellement condamnées de même qu'au respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale d'un Cambodge authentiquement neutre et non aligné, et au respect du droit du peuple cambodgien à l'autodétermination sans ingérence étrangère. Quand nous parlons des politiques et pratiques universellement condamnées, nous voulons parler surtout du régime de Phnom Penh, instrument de l'invasion et de l'occupation du Cambodge par les troupes vietnamiennes.

Au cours de la réunion informelle de Jakarta à Bogor du 25 au 28 juillet 1988, M. Hun Sen, qui menait la délégation du régime de Phnom Penh, et M. Nguyen Co Thach, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de Hanoi, ont déclaré que toutes les troupes vietnamiennes seront retirées du Cambodge en 1989 et au plus tard dans le premier trimestre de 1990. Ces déclarations sont faites en présence des délégations des 12 pays et parties concernés. Au nom du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, j'ai demandé que le calendrier de ces retraits fasse l'objet de négociations, et que ces retraits soient contrôlés internationalement et en présence d'une force internationale pour le maintien de la paix.

Jusqu'à ce jour, le Viet Nam s'oppose à tout contrôle international des prétendus retraits de ses forces et refuse catégoriquement la dissolution du régime qu'il a installé à Phnom Penh deux mois après son invasion. Bien plus, il exige que le calendrier de ses prétendus retraits de ses forces du Cambodge soit lié à

M. Son Sann (Kampuchea démocratique)

celui de la cessation des aides et assistances aux forces de la résistance nationale. Cette attitude montre clairement que les déclarations de Hanoi sur le retrait de ses forces du Cambodge ne sont que manoeuvres pour semer la confusion et la diversion au sein de la communauté internationale. En réalité, le Viet Nam continue à envoyer au Cambodge de nouveaux renforts pour compenser ses pertes et les soldats vietnamiens commencent déjà à revêtir l'uniforme des soldats du régime de Phnom Penh. L'objectif final du Viet Nam demeure la légalisation du régime de Phnom Penh et l'acceptation du fait accompli vietnamien au Cambodge par la communauté internationale, ainsi que la "vietnamisation" du Cambodge par les colons vietnamiens dont le nombre s'élève actuellement entre 800 000 et un million.

Il est de l'accord de tous que si les Vietnamiens ne mettent pas fin à leur agression et occupation du Cambodge et n'en retirent pas toutes leurs forces, ils ne pourront jamais résoudre leurs problèmes politiques, sociaux et économiques ni entreprendre le développement de leur pays. Cependant, au lieu de venir à leurs sens dans l'intérêt bien compris du Viet Nam et de son peuple, les dirigeants de Hanoi poursuivent leurs efforts sur l'arène internationale, visant à détourner la cause réelle du problème cambodgien, à diviser le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, à détruire notre unité et à empêcher la réconciliation nationale.

Pour parvenir à la solution politique de la situation cambodgienne, il est essentiel que Hanoi accepte sincèrement la réalité des faits. En vérité, les 117 pays membres de cette organisation observent la délégation vietnamienne pour savoir ce que le Viet Nam peut offrir à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale de cette année. En aucun cas, ne peut-il éluder le fait bien connu que le problème cambodgien n'est pas du tout un problème de guerre civile, mais bien le résultat de l'invasion et de l'occupation du Cambodge, un pays indépendant et souverain, Membre des Nations Unies et du Mouvement des pays non alignés, par la République socialiste du Viet Nam, en flagrante violation de la Charte des Nations Unies, des principes du Mouvement des pays non alignés et de la loi internationale. C'est la persistance de cette occupation qui constitue la menace principale à la paix et à la sécurité et à la stabilité en Asie du Sud-Est et en Asie-Pacifique.

Il est indéniable que la cessation de l'aide soviétique au Viet Nam pourrait contribuer rapidement au retrait de ses troupes d'occupation du Cambodge. Aussi

M. Son Sann (Kampuchea démocratique)

longtemps que l'Union soviétique continuera d'aider le Viet Nam à occuper le Cambodge, elle ne pourra convaincre personne, en particulier les pays de l'Asie du Sud-Est, de sa politique de glasnost, encore moins de ses intentions pacifiques et de sa volonté d'établir des relations amicales avec tous les pays de la région.

Notre proposition de paix en huit points du 17 mars 1986 témoigne de notre souhait sincère de mettre fin aussi rapidement que possible à la guerre qui apporte la destruction au Cambodge et la ruine au Viet Nam. Il est temps que nous nous asseyions à la table des négociations pour trouver ensemble entre nos deux peuples et nations une solution aux problèmes immédiats et à long terme, en passant sur le passé qui nous a tant divisés. Il ne dépend que du Viet Nam et de l'Union soviétique que se terminent la guerre au Cambodge et la tension en Asie du Sud-Est.

Avant de terminer, je voudrais partager une expérience récente, lors de ma visite au camp frontalier du Site 2 abritant plus de 170 000 personnes déplacées cambodgiennes, après la réunion informelle de Jakarta. J'y ai rencontré tout un groupe d'enfants khmers. Durant plus d'un demi-siècle au service de mon pays, j'ai eu le privilège de rencontrer les hautes personnalités dirigeantes de tous les continents de ce monde, mais je trouve que les enfants ont souvent une grande perspicacité, autant que de spontanéité. L'un de ces enfants qui sont dans leur vingtaine, mais dont l'apparence physique, à cause de la malnutrition et de la privation, est bien en dessous de leur âge réel, écoutait attentivement et calmement mon exposé. Et quand j'eus fini, il se leva et me demanda : "Quand pouvons-nous rentrer chez nous?". Je restai surpris un instant et lui répondis : "Bientôt". Entendant cela, il rassembla tout ce qui me paraît une grande somme de courage dans sa voix et dit : "Nous attendrons". Ces deux mots ne m'ont pas quitté pendant plusieurs jours. Ils étaient des mots d'espoir, tout comme ces camps représentent des oasis d'espoir cambodgien parsemés le long de la frontière kmero-thaï.

Nous, Cambodgiens, avons souffert depuis longtemps; cependant, je suis frappé par l'esprit de ténacité du peuple khmer. Même après les pires moments d'une occupation étrangère, il conserve l'espoir. La population dans ces camps, et en vérité tous les Cambodgiens, gardent l'espoir aujourd'hui. Ils peuvent espérer, car s'il est un seul acte qui nourrit cet espoir, c'est bien le soutien croissant de cette organisation. Beaucoup d'entre vous dans cette enceinte, et les pays que vous représentez, pouvez vous attribuer le mérite de fournir l'espoir qui tant inspire notre peuple.

M. Son Sann (Kampuchea démocratique)

Nous avons fait du chemin ensemble pendant neuf ans, et ne pouvons seulement souhaiter que ce problème se règle le plus rapidement possible. Nous avons besoin de votre soutien plus que jamais. Nous avons besoin de ce soutien pour pouvoir, comme en Afghanistan, maintenir la pression nécessaire pour obtenir le retrait des forces étrangères du Cambodge.

Nous avons besoin de ce soutien pour proclamer un "Non" à l'agression.

Nous avons besoin de ce soutien pour dire "Non" à l'occupation et à la domination étrangères.

Nous avons besoin de ce soutien pour dire "Oui" à un Cambodge aux Cambodgiens.

Nous avons besoin de ce soutien pour dire "Oui" à un Cambodge neutre, non aligné et libre qui, enfin en paix, peut participer positivement aux travaux des Nations Unies.

Nous avons besoin de ce soutien comme un pas dans cette longue ascension vers la paix et la stabilité dans le monde.

Nous sommes plus que jamais près d'un règlement. Il nous faut apporter nos votes en faveur des résolutions sur la situation au Kampuchea, pour que nous puissions en porter le résultat à la table des négociations comme un symbole du soutien international aux principes de la liberté et de l'autodétermination, auxquels nous croyons.

Je me permets de remercier d'avance tous ceux d'entre vous - et je crois que c'est la grande majorité - qui voteront demain pour le présent projet de résolution soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Je vous remercie de votre constant soutien et de votre aimable attention.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre du Kampuchea démocratique de l'importante déclaration qu'il vient de faire.

S. E. M. Son Sann, Premier Ministre du Kampuchea démocratique, est escorté hors de la tribune.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je donne maintenant la parole au représentant du Brunéi Darussalam, qui va présenter le projet de résolution A/43/L.12.

M. ZAKARIA (Brunéi Darussalam) (interprétation de l'anglais) : Il y a à peine plus de quatre ans, à l'occasion de l'admission du Brunéi Darussalam aux Nations Unies en tant que 159e membre, S. M. le Sultan Yang Di-Pertuan, du Brunéi Darussalam, dans l'allocution qu'il a prononcée devant cette assemblée, a déclaré : "... Nous assumerons pleinement les obligations inscrites dans la Charte de l'Organisation... Nous croyons véritablement que l'on peut défendre la paix internationale grâce à la sécurité collective...

Pour nous, l'efficacité du droit international, les principes de la Charte des Nations Unies et le système de sécurité collective représenté par les Nations Unies constituent un enjeu important... Nous n'avons d'autre espoir que de nous tourner vers l'autorité morale et la force de persuasion de l'ONU et de son mécanisme pour le maintien de la paix et de la sécurité... Nous croyons fermement que la sécurité et le bien-être de notre pays ne peuvent être garantis que sur la base du plein respect des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies." (A/39/PV.3, p. 31 à 35)

J'ai commencé mon intervention de la sorte, car nous pensons qu'il est essentiel que nous gardions constamment présente à l'esprit notre obligation de soutenir les principes et objectifs consacrés dans la Charte des Nations Unies. Nous croyons également que les Nations Unies peuvent être efficaces, comme nous avons pu le constater dans un certain nombre de cas, en particulier ces deux derniers mois. Tout ce dont elles ont besoin, c'est que chacun d'entre nous se montre disposé à accepter les responsabilités qu'il a contractées envers elles. Je suis heureux de dire que se dessine clairement aujourd'hui une tendance qui indique que les problèmes et les conflits peuvent être réglés par des moyens pacifiques et que l'on prend conscience du fait que les guerres ne peuvent apporter que misère et destruction.

Au cours des deux prochains jours, nous allons examiner une question dont l'Assemblée est saisie depuis 1979, une question qui revêt la plus grande importance pour les pays de l'Asie du Sud-Est, en particulier les pays de l'ANASE,



M. Zakaria (Brunéi Darussalam)

dont le Brunéi Darussalam est fier d'être membre. La question, intitulée "La situation au Kampuchea" a été débattue et discutée non seulement en cette assemblée mais également dans d'autres instances, tant régionales qu'internationales. Je ne souhaite pas rappeler les circonstances qui sont à l'origine de ce problème. Il suffit de dire qu'il s'agit d'intervention et d'occupation étrangères, actes contraires à la Charte des Nations Unies, dans laquelle il est stipulé que :

"Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies."

L'invasion et l'occupation du Kampuchea par le Viet Nam sont contraires à ce principe. Ce comportement est totalement contraire aux principes de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats et constitue une violation du droit international et des normes de conduite internationalement acceptées. Nous ne sommes pas les seuls à professer cette opinion; de nombreux Membres de l'Organisation ont exprimé la même opinion. Cela se révèle très clairement dans le fait que, depuis que l'Assemblée générale a examiné cette question pour la première fois, en 1979, il y a presque 10 ans, un nombre croissant de pays se prononcent en faveur du retrait des forces vietnamiennes du Kampuchea. L'an dernier, 117 pays ont voté en faveur d'une résolution semblable à celle dont l'Assemblée est actuellement saisie.

Que signifie tout cela? Pourquoi les 117 pays ont-ils voté en faveur de la résolution? Ils l'ont fait parce qu'ils croient, comme nous, que l'intervention et l'occupation étrangères de tout pays sont inacceptables et qu'elles vont à l'encontre des principes de la Charte des Nations Unies. Lorsque la majorité des Membres de l'Organisation expriment sans équivoque l'opinion que l'invasion et l'occupation d'un autre pays sont inacceptables, la seule façon de redresser la situation est de se conformer à l'opinion internationale. Méconnaître le point de vue de la majorité ne peut que conduire à plus de souffrances encore.

En méconnaissant la résolution des Nations Unies appuyée par une majorité écrasante des Membres de l'Organisation, le Viet Nam devrait se rendre compte que son attitude ne fera que prolonger les souffrances, non seulement du peuple du Kampuchea, mais également de son propre peuple. C'est en raison de cette attitude que le Viet Nam est isolé et tenu à l'écart du développement économique rapide

M. Zakaria (Brunéi Darussalam)

survenu dans les pays voisins. Cette position mènera d'autres pays, en particulier les pays de la région, à considérer le Viet Nam avec suspicion, à douter de sa sincérité et de son intention d'oeuvrer, en coopération avec les pays de la région, à l'édification d'une région pacifique et stable en Asie du Sud-Est.

Nous avons déclaré à plusieurs reprises que les pays de la région, notamment le Viet Nam, ont beaucoup à gagner d'une coopération les uns avec les autres. On reconnaît déjà que l'Asie du Sud-Est est une région en pleine croissance économique. On y voit déjà une région du XXI<sup>e</sup> siècle. Je suis sûr qu'aucun pays de la région ne voudra manquer les occasions qui vont se présenter. Mais, aussi longtemps que le problème du Kampuchea ne sera pas résolu, il sera difficile au Viet Nam de participer à ce développement.

Depuis que le Brunéi Darussalam est devenu Membre des Nations Unies en 1984, il a clairement fait connaître sa position sur l'occupation du Kampuchea par le Viet Nam. Nous n'avons cessé de demander le retrait total de toutes les troupes vietnamiennes du Kampuchea. Nous considérons que l'intervention au Kampuchea et la poursuite de l'occupation du pays font obstacle à la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. Nous osons espérer, dans le climat de bonne volonté et d'optimisme qui règne actuellement, que le Viet Nam donnera des preuves de sa bonne foi et de sa bonne volonté. Nous espérons que la tendance qui se dessine actuellement, tendance qui nous porte à croire qu'on reconnaît que les conflits peuvent être résolus de façon pacifique, encouragera le Viet Nam à résoudre ce problème. Nous nous félicitons de l'annonce selon laquelle le Viet Nam est disposé à procéder au retrait de quelque 50 000 soldats d'ici à la fin de l'année. Nous nous félicitons de la volonté qu'il manifeste d'entamer des discussions, ainsi que le démontre sa participation à la Réunion informelle de Jakarta et également à une réunion du Groupe de travail de la Réunion informelle de Jakarta qui s'est tenue récemment. Nous souhaitons encourager ce processus. Nous voulons croire, et je suis sûr que la communauté internationale le souhaite également, que cette annonce du retrait de quelque 50 000 soldats a été faite en toute sincérité et qu'elle sera véritablement mise en oeuvre et qu'il ne s'agira pas, comme par le passé, d'un simple exercice annuel de relations publiques. Les promesses du Viet Nam seront jugées sur ses actes.

M. Zakaria (Brunéi Darussalam)

Nous sommes tous parfaitement conscients des événements récents relatifs à ce problème. Ma délégation y trouve motif à encouragement et espère qu'une solution acceptable pour tous pourra être dégagée. Nous sommes renforcés dans notre opinion par le fait que toutes les parties concernées ont voulu participer à la réunion informelle de Jakarta à Bogor, en Indonésie, en juillet dernier. C'est la première réunion du genre réunissant les représentants des quatre factions khmères du Viet Nam, du Laos et des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Il convient de reconnaître que si elle n'a pas permis de résoudre le problème, la réunion informelle de Jakarta a réuni les parties intéressées, et c'est ce qui est important. L'initiative du Mouvement des pays non alignés, les négociations entre l'Union soviétique et la République populaire de Chine, les discussions entre le Prince Sihanouk et Hun Sen à Paris sont autant d'efforts pour résoudre le problème. Il reste encore beaucoup à faire car des difficultés fondamentales demeurent mais il ne faut pas perdre l'élan ainsi créé. La prise de conscience et le soutien de la communauté internationale peuvent maintenir la pression et inciter tous les intéressés à continuer de rechercher sérieusement une solution complète et durable au problème. C'est là, pensons-nous, un rôle qui revient aux Nations Unies.

Je voudrais maintenant présenter, au nom des 57 auteurs énumérés dans le document A/43/L.12 et de sept autres pays, à savoir le Cameroun, Djibouti, la Grèce, le Guatemala, le Lesotho, le Nigéria et le Sénégal, le projet de résolution intitulé "La situation au Kampuchea" dont est saisie l'Assemblée. C'est là pour nous, pays membres de l'ANASE, un projet de résolution important. Dans ce projet de résolution l'Assemblée demande le retrait des forces étrangères du Kampuchea dans le cadre d'une solution politique d'ensemble. Voilà ce qui est au coeur de la résolution, voilà la véritable question. Le problème du Kampuchea ne pourra pas être résolu tant que toutes les forces étrangères ne se seront pas retirées. La communauté internationale doit continuer d'insister sur ce point auprès du Viet Nam.

Dans le projet de résolution, l'Assemblée exprime de nouveau la conviction que doivent être rétablis et restaurés l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et le non-alignement du Kampuchea. Le droit du peuple kampuchéen à décider de son sort et de son avenir est réaffirmé.

Je dois souligner ici que pour que le Kampuchea devienne indépendant, souverain, neutre et non aligné, il faut que tous les Etats s'engagent à ne pas s'ingérer et à ne pas intervenir dans ses affaires intérieures.

M. Zakaria (Brunéi Darussalam)

Est également évoqué dans le projet de résolution le non-retour aux politiques et aux pratiques d'un passé récent, qui ont été universellement condamnées. Certains peuvent voir dans cette disposition une ingérence dans les affaires intérieures du Kampuchea, mais telle n'est pas l'intention. Cela ne vise aucune faction. On a voulu refléter par là la préoccupation exprimée par la communauté internationale au sujet de la violation des droits de l'homme. La communauté internationale, qui a des responsabilités et des obligations morales, doit s'assurer que les politiques et les pratiques des futurs gouvernements respecteront le caractère sacré des droits fondamentaux des personnes humaines composant le peuple qu'ils gouverneront.

Les Nations Unies, par l'intermédiaire du Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, et de son représentant spécial, M. Rafeeuddin Ahmed, ont joué un rôle important dans la recherche d'une solution politique d'ensemble à ce problème. M. Rafeeuddin Ahmed s'est rendu à plusieurs reprises dans notre région et nous espérons que le Secrétaire général continuera d'oeuvrer à la recherche d'une solution.

Nous avons placé nos espoirs dans l'Organisation des Nations Unies. Nous voyons dans l'Organisation un protecteur, une instance vers laquelle nous pouvons nous tourner pour assurer notre bien-être futur. Nous sommes tous conscients du fait que l'objectif fondamental des Nations Unies est de préserver les générations futures du fléau de la guerre. Les Nations Unies devraient continuer de faire pression sur le Viet Nam. Tous les membres de cette instance devraient appuyer de tout coeur les efforts des Nations Unies. C'est pourquoi nous appelons tous ceux qui sont présents à l'Assemblée à voter pour le projet de résolution dont nous sommes saisis. Nous pensons que nous sommes tous à un moment crucial et qu'il faut d'urgence avoir l'appui de la communauté internationale pour que ce conflit soit résolu, et vite.

M. KAGAMI (Japon) (interprétation de l'anglais) : Au nom du Gouvernement du Japon, je voudrais tout d'abord exprimer mes remerciements au Président de la Conférence internationale sur le Kampuchea, M. Léopold Gratz, au Président du Comité spécial, l'Ambassadrice du Sénégal, Mme Diallo et aux autres membres du Comité spécial pour tous leurs efforts en vue de promouvoir, par le biais d'un processus de négociation, une solution politique d'ensemble au problème du Kampuchea. Les remerciements de mon gouvernement vont également au Secrétaire général, M. Pérez de Cuéllar, à son représentant spécial, M. Rafeeuddin Ahmed, et à

M. Kagami (Japon)

son personnel, pour leur gestion et le dévouement dont ils continuent de faire preuve. Je tiens à les assurer du soutien dévoué du Japon dans leur action en faveur d'une solution pacifique de la situation au Kampuchea.

Voilà maintenant près de 10 ans que le peuple kampuchéen subit la domination militaire et politique du Viet Nam. Il y a 10 ans que celui-ci a envoyé ses troupes dans le Kampuchea voisin. La campagne qu'a menée ce peuple pour reconquérir son droit à l'indépendance sous la direction du gouvernement de son choix a été coûteuse. Nombreux sont ceux, y compris des femmes et des enfants innocents, qui ont perdu la vie; des milliers d'autres ont dû fuir leurs foyers pour chercher refuge en Thaïlande. La lutte pour simplement survivre au jour le jour n'a laissé que peu d'énergie et guère de ressources pour qu'ils puissent reconstruire leur pays et s'offrir le luxe de planifier un avenir meilleur pour la génération future.

Ce qui était évident il y a 10 ans l'est toujours aujourd'hui : la situation au Kampuchea ne saurait être résolue par des moyens militaires. Ce n'est que lorsqu'une solution politique d'ensemble sera trouvée que le peuple kampuchéen, avec l'aide - sans l'ingérence - de la communauté internationale, sera libre d'exercer ses droits en tant que nation souveraine.

M. Kagami (Japon)

Au cours de l'année qui s'est écoulée depuis que nous nous sommes réunis la dernière fois dans cette enceinte de l'Assemblée générale pour discuter de cette question, nous avons été témoins de certains événements positifs, y compris la série de pourparlers qui se sont déroulés entre le Prince Sihanouk et Hun Sen, Premier Ministre de la soi-disant République populaire du Kampuchea, ainsi que la convocation en Indonésie en juillet dernier de la réunion informelle de Jakarta, et nous espérons que le dialogue ainsi entamé se poursuivra.

Le Japon rend hommage à l'Indonésie et aux autres membres de l'Association des pays de l'Asie du Sud-Est (ANASE) pour leurs efforts dévoués et soutenus, et espère sincèrement qu'ils progresseront régulièrement vers notre objectif commun d'un règlement politique global.

Par ailleurs, je tiens à réaffirmer le plein appui du Japon à l'initiative de paix du Prince Norodom Sihanouk, qui participe activement au processus de dialogue, notamment avec Hun Sen. Le Prince Sihanouk continue de jouer un rôle central dans le rétablissement de la paix et de la démocratie dans son pays, et le Japon est disposé à proposer sa coopération le cas échéant.

Dans le discours qu'il a prononcé à la Conférence post-ministérielle de l'ANASE avec les partenaires du dialogue en juillet dernier, notre ministre des affaires étrangères, Sousuke Uno, a souligné les trois objectifs que la communauté internationale doit poursuivre comme éléments fondamentaux d'un règlement politique global. Premièrement, le retrait total des troupes vietnamiennes du Kampuchea, sous la supervision d'une équipe d'observateurs internationaux et d'une force internationale de maintien de la paix, le retrait vietnamien étant en fait un préalable à une solution politique; deuxièmement, le rétablissement d'un Etat indépendant, neutre et non aligné du Kampuchea, par le biais d'élections libres et loyales; troisièmement, la convocation d'une conférence internationale pour négocier un règlement politique et garantir le règlement qui sera finalement réalisé.

La réalisation de ces trois objectifs exigera des efforts patients et persévérants de la part de toutes les parties concernées. Le Japon est prêt à apporter sa coopération et son appui au fur et à mesure des progrès accomplis à chaque étape du processus. Comme le Ministre des affaires étrangères Uno le déclarait en juillet dernier, le Gouvernement du Japon envisagera de fournir un appui sous forme de contributions financières pour aider à payer les dépenses

M. Kagami (Japon)

afférentes au déploiement d'une force internationale de maintien de la paix, de personnel civil japonais pour faire partie d'une équipe internationale de supervision au moment des élections libres et de matériel non militaire.

Je crois qu'il convient à cette occasion de souligner que, bien que le retrait des troupes vietnamiennes soit indispensable à une solution politique, il faut empêcher la réapparition des politiques et pratiques inhumaines du passé.

Les milliers de Kampuchéens qui ont cherché refuge en Thaïlande font peser un lourd fardeau sur le Gouvernement et le peuple de ce pays. Les efforts courageux de la Thaïlande pour atténuer les souffrances des réfugiés à l'intérieur de ses frontières méritent toute notre admiration. Le Japon rend également hommage au dévouement altruiste de tous ceux qui participent aux activités humanitaires d'assistance aux réfugiés de l'opération frontalière de secours des Nations Unies, du Programme alimentaire mondial, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, du Comité international de la Croix-Rouge et de nombreuses institutions bénévoles. Le Gouvernement du Japon a largement contribué à ces activités et a l'intention d'offrir son aide pour développer les ressources humaines afin de préparer le peuple kampuchéen à sa tâche d'édification de la nation. Le Japon lance un appel à tous les pays pour qu'ils fassent tout leur possible pour accroître leur assistance, notamment aux réfugiés qui se trouvent le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande et dans les centres d'accueil en Thaïlande, ainsi qu'aux villageois thaïlandais touchés.

Les événements qui se sont déroulés cette année permettent d'espérer que des progrès sont faits. C'est pourquoi il est plus important que jamais que tous les Etats Membres qui respectent la paix et la justice internationales montrent leur détermination de parvenir à un règlement pacifique et global du problème kampuchéen. C'est pourquoi le Japon appuie le projet de résolution A/43/L.11 et, une fois de plus, s'est joint aux pays de l'ANASE qui se sont portés coauteurs. Nous demandons instamment à tous les Etats Membres d'appuyer ce texte.

M. TRINH XUAN LANG (Viet Nam) (interprétation de l'anglais) : Notre monde assiste à une évolution importante où le dialogue et la coopération ont remplacé la tension et l'affrontement dans le règlement des différends et des conflits, tant au niveau mondial que régional. Suivant cette tendance universelle, la situation de l'Asie du Sud-Est a connu récemment des événements importants. Il est apparu des

M. Trinh Xuan Lang (Viet Nam)

facteurs favorables à une solution politique rapide de la question kampuchéenne, ainsi qu'à l'instauration de la paix, de la stabilité et de la coopération dans cette partie du monde.

Du fait des grandes réalisations qu'a connues le peuple kampuchéen au cours des neuf dernières années et des résultats encourageants de la politique de réconciliation nationale de la République populaire du Kampuchea, la situation au Kampuchea s'est constamment améliorée. C'est pourquoi, la République socialiste du Viet Nam et la République populaire du Kampuchea ont pu effectuer de façon unilatérale six retraits annuels de troupes depuis 1982 et entreprendre le septième retrait à l'heure actuelle. La grande signification du retrait de cette année est qu'il porte sur un grand nombre d'hommes, à savoir 50 000, ce qui représente la moitié des forces volontaires vietnamiennes qui restent au Kampuchea - ainsi que sur leur commandement, qui a été retiré en juin dernier. Les forces restantes se sont repliées à 30 kilomètres de la frontière thaïlando-kampuchéenne et ont été placées sous le commandement de la République populaire du Kampuchea. Tout comme pour le retrait des troupes de l'année dernière, nous encourageons les observateurs étrangers à assister au retrait de cette année, tel qu'il avait été annoncé dans le communiqué des ministères de la défense du Viet Nam et de la République populaire du Kampuchea du 19 octobre 1988.

De toute évidence, la République socialiste du Viet Nam et la République populaire du Kampuchea appliquent de façon résolue l'accord entre les deux pays, qui stipule que toutes les forces volontaires vietnamiennes seront retirées d'ici à la fin de 1990, ou plus tôt si une solution politique est apportée à la question kampuchéenne.



M. Trinh Xuan Lang (Viet Nam)

Sur la base des accords conclus à Ho Chi Minh-Ville en 1987 entre l'Indonésie et le Viet Nam, représentant les deux groupes de pays de l'Asie du Sud-Est, les quatre parties des deux camps opposés au Kampuchea et les deux groupes de pays de l'Asie du Sud-Est ont, pour la première fois, après 10 ans d'affrontements intenses et de blocages, accepté de se rencontrer à la réunion officielle de Jakarta, du 25 au 28 juillet 1988. Leurs discussions ont porté sur la recherche d'une solution politique à la question du Kampuchea et l'établissement de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est. A cette réunion, la délégation de la République populaire du Kampuchea a présenté une proposition en sept points tendant à résoudre la question du Kampuchea et la délégation de la République démocratique populaire lao a présenté une proposition en sept points concernant la paix, la stabilité et la coopération en Asie du Sud-Est. Les discussions franches qui ont eu lieu à cette réunion ont abouti à des résultats importants. Les participants sont notamment parvenus à s'accorder sur les deux principales questions corrélatives que soulève une solution politique du problème kampuchéen, à savoir le retrait des forces vietnamiennes du Kampuchea et le non-retour aux pratiques de génocide du régime de Pol Pot, le calendrier du retrait des troupes devant être étroitement lié au calendrier de la cessation de toute assistance militaire aux forces khmères d'opposition et de toute intervention étrangère au Kampuchea. Les participants à la réunion ont décidé d'établir un groupe de travail chargé d'examiner tous les aspects d'une solution politique et de préparer une seconde réunion officielle. Ces résultats ont été explicitement exposés par l'Indonésie, en sa qualité de président de la réunion officielle de Jakarta, dans les rapports qu'elle a présentés aux réunions des pays non alignés tenues à Harare et à Nicosie, ainsi que dans une déclaration faite à cette tribune le 5 octobre 1988 par M. Ali Alatas, Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie.

A Jakarta également, à la réunion tenue entre les quatre parties kampuchéennes en dehors de la réunion officielle de Jakarta, le Prince Sihanouk a présenté une proposition en cinq points dans laquelle, au quatrième point, il disait accepter le maintien du cadre existant en République populaire du Kampuchea, étant entendu qu'il se transformerait petit à petit en un gouvernement quadripartite. Le Prince Sihanouk et le Président Hun Sen ont également convenu de se retrouver à Paris au début de ce mois pour une troisième série d'entretiens.

M. Trinh Xuan Lang (Viet Nam)

En résumé, le résultat de la réunion officieuse de Jakarta et l'accord conclu entre le Prince Sihanouk et le Président Hun Sen ont, non seulement débloqué la situation qui était dans l'impasse depuis 10 ans, mais aussi tracé le cadre d'un règlement politique du problème kampuchéen sous ses aspects à la fois interne et international.

Animées par une bonne volonté constructive et le désir sincère d'aboutir rapidement à une solution politique juste et raisonnable de la question du Kampuchea, les délégations de la République populaire du Kampuchea, de la République démocratique populaire lao et de la République socialiste du Viet Nam ont présenté le 17 octobre 1988, à la réunion tenue récemment à Jakarta par le Groupe de travail de la réunion officieuse de Jakarta, une proposition commune concernant le règlement de l'aspect international de cette question. Cette proposition commune concrétise les accords déjà conclus à la réunion officieuse de juillet 1988, à savoir : le respect et la garantie des droits nationaux fondamentaux du peuple kampuchéen; le calendrier du retrait des forces vietnamiennes et la cessation de toute fourniture d'armes de l'étranger aux forces kampuchéennes d'opposition et de toute intervention étrangère au Kampuchea, afin de mettre en oeuvre l'accord conclu à la réunion officieuse sur les deux principales questions corrélatives du problème kampuchéen; le contrôle et la supervision internationaux; la création d'une zone de paix en Asie du Sud-Est, en liaison avec les principes régissant les relations entre les pays de la région; et la convocation d'une conférence internationale dans le but de garantir l'application des accords qui seront conclus. Le texte intégral de cette proposition figure dans le document A/43/758.

Face à cette évolution positive, certaines forces qui veulent défendre leurs propres intérêts et considérations égoïstes tentent de tergiverser en exerçant toutes les pressions possibles pour essayer d'entraver et de renverser le processus de dialogue en cours. Cela est manifeste non seulement dans l'attitude des Khmers rouges, qui ont systématiquement fait obstruction au dialogue à la réunion officieuse de Jakarta et n'ont pas participé à la dernière réunion du Groupe de travail établi à la réunion officieuse, où il a donc été impossible d'avoir des discussions sur l'aspect interne du problème kampuchéen, mais également dans l'attitude non constructive adoptée par certains membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) à cette réunion.

M. Trinh Xuan Lang (Viet Nam)

A cette réunion, un pays de l'ANASE a présenté une contre-proposition séparée, qui poursuit les mêmes vieux objectifs en n'insistant que sur le retrait unilatéral des forces vietnamiennes et en exigeant que la cessation de toute fourniture d'armes aux factions kampuchéennes n'intervienne qu'après le retrait de toutes les forces vietnamiennes du Kampuchea et après que la République populaire du Kampuchea aura été abolie, et ainsi de suite. En fait, il s'agissait d'une tentative de minimiser et de modifier les résultats de la réunion officielle de Jakarta tout en déformant les faits pour pouvoir blâmer le Viet Nam du retard apporté à la recherche d'une solution au problème kampuchéen. Mais toutes ces manigances n'ont servi à rien. Bien que le Groupe de travail n'ait pas abouti aux résultats souhaités, il a réaffirmé les accords conclus à la première réunion officielle de Jakarta dans le communiqué de presse publié à Jakarta le 20 octobre 1988, qui, entre autres, contient le passage suivant :

"Tous les participants ont été d'avis que les deux questions essentielles - qui sont reliées entre elles - du problème kampuchéen sont d'assurer le retrait des forces vietnamiennes du Kampuchea, retrait devant s'effectuer dans le contexte d'une solution politique globale, et d'empêcher que ne se renouvellent les politiques et pratiques de génocide du régime de Pol Pot, ainsi que d'assurer la cessation de toute intervention étrangère et fourniture d'armes de l'étranger aux forces kampuchéennes d'opposition. Les participants ont également vu la nécessité de fixer des calendriers précis et de prévoir une présence internationale effective pour superviser ces processus."

Il était également dit dans cette déclaration que le Groupe de travail se réunirait à nouveau du 12 au 14 décembre 1988 pour préparer la seconde réunion officielle de Jakarta, qui doit avoir lieu en janvier 1989. Prochainement, le Prince Sihanouk et le Président Hun Sen tiendront leur troisième série d'entretiens à Paris, comme convenu. Il est donc clair que, en dépit des nombreux obstacles et difficultés qui l'entravent, le processus de dialogue en cours entre les pays de l'Asie du Sud-Est et entre les parties kampuchéennes ne peut être inversé, car il suit la tendance universelle et répond aux aspirations communes des peuples de la région.

M. Trinh Xuan Lang (Viet Nam)

Il convient de souligner encore qu'une solution, dans l'esprit de la réunion informelle de Jakarta, des deux problèmes clefs interdépendants est essentielle pour un règlement juste et durable de la question kampuchéenne ainsi que pour garantir la paix, la stabilité et la coopération en Asie du Sud-Est. Le retrait des forces vietnamiennes doit être étroitement lié à l'impossibilité du retour des Polpotistes, car ce n'est qu'à cette condition que le peuple kampuchéen pourra exercer pleinement ses droits nationaux fondamentaux, y compris son droit de vivre à l'abri des risques de génocide et d'établir un Kampuchea pacifique, indépendant, neutre et non aligné, qui apportera sa contribution à la paix, à la stabilité et à la coopération en Asie du Sud-Est. Par ailleurs, si les troupes vietnamiennes se retireraient sans que l'on empêche le régime de génocide de Pol Pot de revenir au pouvoir au Kampuchea, le terrible fléau qui s'est abattu sur le territoire et le peuple du Kampuchea entre 1975 et 1978 et qui a été condamné par l'humanité tout entière accablerait à nouveau la terre renaissante d'Angkor. Cette question préoccupe profondément l'opinion mondiale et trouve son expression la plus récente dans l'appel lancé il y a peu par 12 lauréats du prix Nobel, en particulier au moment où les Khmers rouges renforcent fébrilement leurs réserves d'armements et intensifient leurs actes de sabotage à l'intérieur du Kampuchea, violant de façon flagrante les droits de l'homme dans les camps de réfugiés sous leur contrôle où, d'après le New York Times du 23 octobre 1988, "7 000 Cambodgiens ont disparu" et d'autres "sont des prisonniers-esclaves au service de leur machine de guerre".

Dans la situation actuelle, il existe trois possibilités d'arriver à une solution politique au problème kampuchéen. La première est un règlement complet qui résolve à la fois les aspects nationaux et internationaux du problème - c'est celui que nous souhaitons le plus. La seconde serait une solution partielle qui résoudrait d'abord l'aspect national. Avec la troisième option, c'est avant tout l'aspect international qui serait réglé, cette possibilité ayant été indiquée par les résultats de la réunion officieuse de Jakarta et de la réunion récente de son groupe de travail. Si l'on obtenait un accord sur l'aspect international de la question kampuchéenne, on encouragerait, en les soutenant activement, les parties kampuchéennes à résoudre leurs problèmes intérieurs.

Comme de nombreux différends et conflits dans d'autres parties du monde, la question kampuchéenne doit être résolue tout d'abord par ceux qui sont directement impliqués, à savoir les parties kampuchéennes et les pays de l'Asie du Sud-Est. D'autres instances peuvent jouer un rôle de complément et de soutien. La réalité a

M. Trinh Xuan Lang (Viet Nam)

également montré que ce n'est que par la coopération entre les pays de la région que les problèmes pourront être résolus conformément aux intérêts de sécurité de tous les pays et aux intérêts de la paix et de la stabilité dans la région.

C'est pourquoi nous considérons qu'il convient, par une attitude positive et constructive, d'encourager et de soutenir le processus de dialogue en cours entre les pays de l'Asie du Sud-Est et les parties kampuchéennes afin de trouver rapidement une solution politique acceptable et raisonnable au problème kampuchéen et d'instaurer la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est.

Par ses résolutions judicieuses sur l'Asie du Sud-Est et le Kampuchea adoptées au cours de ses sixième, septième et huitième Conférences au sommet, le Mouvement des pays non alignés, ces dernières années, et en particulier au début de cette année, a apporté sa contribution active et positive en soutenant les pays de l'Asie du Sud-Est et les parties kampuchéennes dans leur action en faveur d'une solution acceptable et raisonnable. Tout récemment, le Mouvement des pays non alignés a mis en place un comité de 13 membres ayant pour mandat de soutenir et de renforcer le processus de la réunion officieuse de Jakarta.

En revanche, les résolutions des Nations Unies sur le Kampuchea, au cours de ces dernières années, n'ont pas permis de résoudre le problème et ont même donné lieu à des affrontements entre les pays de l'Asie du Sud-Est dans cette enceinte. De ce fait, comme ce fût le cas des guerres qui ont commencé et fini en Asie du Sud-Est au cours des 40 dernières années, le processus de recherche d'une solution politique à la question kampuchéenne se poursuit hors des Nations Unies.

Souhaitant ouvrir un nouveau chapitre de coopération entre les pays de l'Asie du Sud-Est sur la question kampuchéenne aux Nations Unies, comme cela a été le cas au cours de la réunion ministérielle des pays non alignés à Nicosie en septembre dernier, et afin d'appuyer le processus de la réunion officieuse de Jakarta au début de cette session, le Viet Nam et le Laos ont proposé d'élaborer, avec l'Association des nations des pays de l'Asie du Sud-Est (ANASE), un nouveau projet de résolution sur le Kampuchea, dans lequel on soutiendrait pleinement, en s'en félicitant, les efforts déployés par les pays de l'Asie du Sud-Est et les parties kampuchéennes et on leur demanderait de tenir les Nations Unies régulièrement informées des progrès réalisés.

Il est regrettable que les pays de l'ANASE n'aient pas accepté cette proposition constructive. Au contraire, ils ont insisté sur leur propre projet de résolution qui ne reflète pas le consensus de la réunion officieuse de Jakarta et

M. Trinh Xuan Lang (Viet Nam)

reprend de nombreux points contenus dans d'anciennes résolutions que nous avons rejetées. C'est pourquoi le Viet Nam et ses amis, une fois encore, devront rejeter ce projet de résolution des pays de l'ANASE, comme l'a indiqué clairement le Ministre des affaires étrangères du Viet Nam au cours de la déclaration qu'il a faite le 18 octobre 1988 et qui figure dans le document A/43/725.

Nous répétons une fois de plus que ce n'est que par le dialogue et la coopération entre les pays de la région et entre les parties kampuchéennes qu'il sera possible de trouver rapidement une solution politique satisfaisante à la question du Kampuchea et à celle de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est. Dans cet esprit, nous nous félicitons de toutes les initiatives qui visent à stimuler le processus de dialogue en cours dans la région. Nous nous réjouissons également des efforts constants que déploie le Secrétaire général des Nations Unies pour contribuer à ce processus.

Nous estimons que l'Organisation des Nations Unies et toutes les autres instances internationales, dans ce contexte, agiraient de façon positive et constructive en encourageant et en renforçant le processus de la réunion officielle de Jakarta ou, au moins, en respectant le consensus régional et en s'abstenant de toute action qui puisse nuire au processus de dialogue en cours et, notamment, de l'adoption du projet de résolution unilatéral dont nous sommes saisis.

M. SUTRESNA (Indonésie) (interprétation de l'anglais) : Depuis le début du conflit au Kampuchéa, notre organisation se soucie constamment des efforts déployés pour mettre un terme aux querelles et aux effusions de sang qui accablent depuis trop longtemps cette nation infortunée ainsi qu'aux terribles souffrances de son peuple. En raison de l'ampleur de la violation des principes de la Charte, l'Assemblée, au cours de sessions successives et par des majorités écrasantes, s'est prononcée sans ambiguïté sur les problèmes fondamentaux en jeu. Ainsi a-t-elle réaffirmé avec force l'inadmissibilité de l'intervention étrangère dans les affaires intérieures du Kampuchea et a défendu le droit de son peuple à déterminer son avenir tout en offrant un cadre équitable à un règlement politique global du problème.

M. Sutresna (Indonésie)

Plutôt que de recevoir une réponse positive à cette convergence mondiale de points de vues et aux différentes initiatives et propositions, la communauté internationale s'est heurtée dans le passé à la situation insoutenable du caractère irréversible de la situation, et à une dépendance constante sur une politique consistant à rechercher une solution militaire imposée.

Bien que la question du Kampuchea ait été perçue comme étant bloquée dans une impasse, elle a été examinée cette année dans le cadre de tendances encourageantes sur la scène internationale, marquées par une atténuation des tensions et l'ouverture de nouvelles possibilités pour résoudre les conflits prolongés dans diverses régions du monde. En Asie, en Afrique, en Europe et en Amérique centrale, le dialogue politique et un rapprochement interviennent pour la première fois entre adversaires anciens et voisins hostiles. Ces événements ont amené une certaine fluidité sur la scène politique mondiale qui fait espérer que de nombreux problèmes régionaux peuvent maintenant s'acheminer vers des négociations sérieuses plutôt que de rester enlisés dans des hostilités et un affrontement armé prolongé.

Concernant le problème du Kampuchea, il y a également une évolution perceptible. L'Indonésie est convaincue que nous devrions profiter de cet élan pour arriver à la solution pacifique des différends et saisir les nouvelles occasions et les défis à venir pour accélérer les efforts tendant à résoudre la situation conflictuelle dans notre propre région. Nos espoirs ont été encore renforcés par l'intention du Viet Nam de retirer 50 000 soldats pour la fin de l'année, et le reste d'ici à 1990, ainsi que par les réunions en décembre 1987 et en janvier 1988 entre le Prince Sihanouk et M. Hun Sen.

Depuis le tout début du conflit, l'Indonésie et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), ont été animées du désir sincère de contribuer à un règlement juste et durable, fondé sur les principes immuables de l'autodétermination, de l'égalité souveraine, de la non-agression et de la non-ingérence, consacrés dans la Charte. Par conséquent, le retrait de toutes les forces étrangères du sol kampuchéen et le rétablissement de l'indépendance et de la souveraineté du Kampuchea, sous l'égide d'un gouvernement librement élu du propre choix de son peuple, doivent nécessairement former la base de toute solution, ce qui constituerait une affirmation nouvelle de ces principes. Fermement convaincue de la validité de ces éléments principaux, l'ANASE a lancé une série d'initiatives, y compris l'Appel commun des ministres des affaires étrangères de l'ANASE du 21 septembre 1983, qui esquissait une série de mesures initiales, y compris entre

M. Sutresna (Indonésie)

autres, un cessez-le-feu et l'introduction de forces de maintien de la paix. Par la suite, en mai 1984, ils ont publié une Déclaration commune appuyant l'appel à la réconciliation nationale. Dans le cadre d'un autre témoignage de la sincérité de l'ANASE, la Réunion ministérielle annuelle en juillet 1985 proposait des pourparlers indirects ou de proximité, entre les parties directement intéressées. Enfin, la Réunion au sommet de l'ANASE, à Manille, en décembre 1987, affirmait ses déclarations précédentes et lançait un appel au Viet Nam pour qu'il prenne des mesures positives en vue de résoudre la situation au Kampuchea.

Pour sa part, l'Indonésie, en tant qu'interlocuteur désigné de l'ANASE, cherchait à rapprocher les positions très divergentes et s'efforçait d'explorer toutes les voies qui pourraient mener à un dialogue authentique entre les parties au conflit. En ce sens, l'Accord de Hô Chi Minh-Ville, conclu entre les Ministres des affaires étrangères de l'Indonésie et du Viet Nam en juillet 1987, a été un événement important car il a fourni un cadre viable à des discussions préliminaires dans une ambiance informelle pour les parties directement impliquées et les autres pays concernés. Après de nombreux contacts, et les réponses positives qui ont suivi nos invitations, la Réunion informelle de Jakarta a été convoquée en juillet dernier. Les quatre factions kampuchéennes ont participé à la première étape de la réunion. La seconde étape a suivi qui, outre les quatre factions kampuchéennes, a aussi regroupé les ministres des affaires étrangères ou d'autres hauts fonctionnaires de l'ANASE, du Viet Nam et du Laos.

Profitant de cette occasion unique de dialoguer les uns avec les autres, la Réunion s'est déroulée dans une atmosphère constructive, marquée par la volonté de tous de trouver des terrains d'entente sur les aspects complexes et difficiles du problème. La volonté de discuter de la situation kampuchéenne dans toutes ses ramifications et le souhait de progresser de manière réfléchie et sérieuse ont également été relevés à la Réunion et surtout, l'acceptation de la proposition d'après laquelle la consultation devrait remplacer l'affrontement stérile.

A la fin de la Réunion informelle de Jakarta, le Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie, en sa capacité de président, avec l'accord des participants, publiait une déclaration reflétant le consensus sur certains aspects d'un règlement. Premièrement, le problème kampuchéen ne pourrait être résolu que par des moyens politiques, non par la force des armes ou par des moyens militaires. Deuxièmement, l'autodétermination et la réconciliation nationale



M. Sutresna (Indonésie)

devraient constituer la base de l'objectif ultime qui serait un Kampuchea indépendant, souverain et non aligné. Troisièmement, les deux questions liées de la situation kampuchéenne sont le retrait de toutes les forces vietnamiennes du Kampuchea, qui doit s'effectuer dans le contexte d'une solution politique générale, et la prévention de la réapparition de la situation qui prévalait avant 1978. Quatrièmement, la cessation de toute ingérence étrangère et de la fourniture d'armes venant de l'extérieur aux forces kampuchéennes d'opposition. Cinquièmement, la fixation d'un calendrier précis et l'octroi d'une présence internationale efficace pour surveiller ces processus.

Le Document final comportait également un accord visant à charger un groupe de travail d'identifier les domaines d'accord sur les aspects spécifiques et détaillés d'une solution politique, ou de définir en termes concrets les questions en suspens exigeant d'être examinées plus avant. Le Groupe de travail n'a pas encore publié son rapport final mais il a déjà recommandé la convocation d'une deuxième réunion informelle de Jakarta pour janvier prochain, afin de maintenir l'élan acquis grâce à ces efforts.\*

L'Indonésie estime que c'est un grand honneur et une preuve de confiance d'avoir été choisie comme pays hôte pour accueillir et préparer la convocation d'une réunion informelle comme celle qu'a envisagée l'Accord de Hô Chi Minh-Ville. Au début, la Réunion s'était fixé l'objectif modeste d'explorer des terrains d'entente communs et l'on peut dire que les débuts sont prometteurs quant à la réalisation de cet objectif. L'Indonésie espère, en fournissant le lieu et l'atmosphère appropriés pour tenir cette réunion informelle, qu'elle a suscité une occasion de progresser.

Néanmoins, des divergences importantes existent toujours, en particulier sur les modalités pour parvenir à une solution. Elles comprennent : la question du retrait des forces étrangères du Kampuchea, la formation d'un gouvernement provisoire; la création d'un organisme international pour superviser le processus de retrait et pour organiser une élection générale; le statut politique futur du Kampuchea sous un gouvernement élu par le peuple kampuchéen lui-même, à l'abri de toute ingérence étrangère et ne menaçant aucun de ses voisins; et enfin, des garanties de respect par les principales puissances de toute solution pacifique obtenue par les parties intéressées, au moyen du mécanisme d'une conférence internationale.

---

\* M. Huerta Montalvo (Equateur), Vice-Président, assume la présidence.

M. Sutresna (Indonésie)

Il s'agit là de problèmes considérables. Toutefois, si ces efforts se poursuivent dans une atmosphère de bonne volonté et dans un esprit de compromis, nous réussirons à identifier les éléments essentiels relatifs à tous ces aspects. C'est un début et nous devrions continuer de travailler assidûment pour obtenir un cadre général permettant une solution politique globale. Si nous pouvons faire appel à la volonté politique et à la vision politique pour cimenter nos relations dans le cadre de cette large perspective, le dialogue continuera d'être positif et aura une valeur réelle et durable.

Dans ce contexte, ma délégation a pris note de la Proposition commune figurant dans le document A/43/758. Sans porter préjudice à la proposition elle-même, ma délégation estime qu'à cette étape délicate, il vaudrait mieux l'examiner dans le cadre déjà établi de la Réunion informelle de Jakarta. En dernière analyse, il appartient aux parties directement intéressées d'examiner cette proposition ainsi que d'autres, lors de la deuxième réunion informelle de Jakarta.

M. Sutresna (Indonésie)

Nous n'ignorons pas qu'en plus du processus amorcé par la réunion informelle de Jakarta, d'autres initiatives et efforts parallèles sont en cours pour résoudre le problème du Kampuchea. Nous nous en félicitons, convaincus qu'ils constituent aussi une contribution constructive à la quête de la paix. Mais dans la mesure où le processus de Jakarta a fourni une base importante à la préparation et à la définition des composantes essentielles d'une solution, il devrait contribuer à tous les autres efforts et initiatives pour résoudre la question.

A cet égard, ma délégation exprime ses sincères remerciements au Secrétaire général, S. E. M. Javier Pérez de Cuéllar, et à son Représentant spécial pour les affaires humanitaires, M. Rafeeuddin Ahmed, pour leurs bons offices. L'Indonésie souhaite également adresser ses remerciements au Président de la Conférence internationale sur le Kampuchea, M. Leopold Gratz, à la Présidente du Comité spécial, S. E. Mme Absa Claude Diallo, et à ses membres, pour leur dévouement et leur contribution à la solution pacifique du conflit. Par la même occasion, nous nous félicitons de l'initiative prise par le Président du Mouvement des non-alignés, notamment pour l'adhésion à l'initiative régionale et au cadre international d'appui indispensable à un règlement global du problème du Kampuchea. L'Indonésie et l'ANASE, bien entendu, appuient pleinement le Prince Sihanouk qui, avec courage et conviction, a consacré des efforts inlassables pour restaurer l'indépendance, la paix et l'harmonie dans sa patrie. Son leadership éclairé, la haute estime et la confiance que lui accorde son peuple sont d'une importance indiscutable. Par conséquent, dans tout effort pour résoudre le problème kampuchéen, on devrait accorder la plus grande valeur à ses vues et à sa façon d'aborder le problème.

Un problème connexe que connaissent les pays de l'ANASE en tant que pays de premier refuge est celui de l'afflux des réfugiés indochinois et des personnes déplacées. La situation est en outre aggravée par de nouveaux courants de réfugiés, alors que le statut de nombreux réfugiés de longue date n'a pas encore été résolu. En effet, l'augmentation du nombre de réfugiés, au cours de l'année écoulée, a imposé à ces pays, notamment à la Thaïlande, un fardeau économique croissant ainsi que de sérieux problèmes sociopolitiques et de sécurité. Récemment, les efforts concertés entrepris avec la participation du Viet Nam et du

M. Sutresna (Indonésie)

Laos soulignent le besoin urgent de mettre au point une stratégie plus efficace pour faire face aux causes profondes qui sous-tendent leur afflux constant.

Dans nos efforts constants pour contribuer à une solution juste et durable du problème du Kampuchea, nous avons été grandement encouragés par les événements positifs intervenus sur la scène internationale ainsi que dans le contexte régional de l'Asie du Sud-Est. L'ANASE est convaincue qu'à cette étape cruciale nous devrions agir résolument pour transformer le Kampuchea, scène de conflits permanents et de luttes, en une terre de paix et de tranquillité, en paix avec elle-même et avec ses voisins.

En conséquence, le projet de résolution A/43/L.12, dont nous sommes saisis, comprend des éléments qui pourraient constituer les composantes essentielles d'un règlement durable. Ce projet offre un vaste cadre pour la création d'une compréhension mutuelle et de la confiance nécessaire entre toutes les parties concernées. Qui plus est, reflétant l'approche équilibrée et la souplesse de l'ANASE, le projet de résolution, d'une certaine façon, s'écarte du passé, car il reflète certains événements importants qui se sont déroulés au cours de l'année écoulée. Ces nouveaux éléments prennent en considération les préoccupations soulevées par les pays directement intéressés et par d'autres Etats. Dans ce contexte, il envisage, entre autres choses, la convocation d'une conférence internationale sous les auspices du Secrétaire général.

Un vaste appui au projet de résolution faciliterait un règlement négocié et global de la question du Kampuchea. Cela permettrait aux nations de la région de tourner de nouveau leur attention et leurs énergies vers les tâches pressantes de développement national et de coopération régionale, conduisant à un nouveau modèle de relations fondé sur une structure de stabilité et d'harmonie en Asie du Sud-Est.

M. SHAHID (Maldives) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer brièvement le point de vue de ma délégation sur le point 23 de l'ordre du jour "La situation au Kampuchea". Dans ce contexte, je voudrais remercier le Secrétaire général pour son rapport sur la situation au Kampuchea contenu dans le document A/43/730.

Depuis l'occupation du Kampuchea par des forces étrangères en décembre 1978, le peuple du Kampuchea, avec le soutien des pays de la région et de la communauté mondiale, a essayé de trouver une solution pacifique globale au problème.

M. Shahid (Maldives)

Depuis 1979, l'Assemblée générale a adopté plusieurs résolutions sur cette question demandant le retrait de toutes les forces étrangères du Kampuchea, le rétablissement et la préservation de son indépendance, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, le droit du peuple kampuchéen à déterminer son propre avenir et l'engagement par tous les Etats de ne pas s'ingérer et de ne pas intervenir dans les affaires intérieures du Kampuchea.

Ma délégation s'est portée coauteur de résolutions sur cette question au cours des ans. Notre appui à ces résolutions, demandant aux parties en jeu de respecter la Charte des Nations Unies pour résoudre ces questions, se fonde sur notre ferme conviction que des solutions justes et permanentes à de tels problèmes ne peuvent être trouvées que dans le cadre de la Charte des Nations Unies et dans le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du peuple kampuchéen.

Ma délégation aimerait souligner les événements positifs relevés dans le rapport du Secrétaire général sur cette question et le féliciter pour ses efforts afin de créer un climat plus propice à un règlement pacifique. Dans ce contexte, je ne puis oublier de mentionner les efforts inlassables des pays de la région pour trouver une solution durable au problème, et leur engagement à l'égard de cette solution. Une preuve donc du climat actuel a été les réunions informelles de Jakarta, qui ont eu lieu cette année. Ma délégation attend avec impatience d'autres développements positifs de ces négociations.

Ma délégation, comme par les années passées, s'est portée cette année coauteur du projet de résolution sur la question. Cependant, je voudrais faire les remarques suivantes sur le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution contenu dans le document A/43/L.12. Nous comprenons pleinement les objectifs qui ont mené à l'inclusion de ce paragraphe dans le projet résolution, et nous appuyons entièrement l'esprit qui les anime. A propos de ce paragraphe, cependant, nous pensons que, puisque l'arrangement prescrit est de nature concrète, il pourrait être traité de façon plus appropriée dans le contexte de la solution politique envisagée grâce à des négociations et des consultations entre les diverses factions et autres parties intéressées. Ma délégation souhaite également dire officiellement que ce point de vue ne l'empêche pas d'appuyer et de parrainer le projet de résolution dans son ensemble.

M. STRESOV (Bulgarie) (interprétation de l'anglais) : Depuis un certain temps maintenant, la communauté internationale assiste à certaines tendances encourageantes dans les relations internationales. Elles semblent offrir de meilleures perspectives d'une solution fructueuse à plusieurs problèmes graves dans différentes régions du monde. Le point examiné est un exemple type. Un juste règlement des problèmes concernant la situation au Kampuchea est d'une grande importance. Il contribuerait considérablement aux efforts tentés pour assurer une paix durable et renforcer la sécurité en Asie du Sud-Est.

M. Stresov (Bulgarie)

Son influence positive sur le climat international renforcerait sans aucun doute les perspectives de paix, de sécurité et de coopération dans le monde entier. C'est pour ces raisons que la République populaire de Bulgarie a toujours appuyé tous les efforts dont le but authentique était de surmonter les difficultés existantes et de trouver une solution politique aux problèmes du Kampuchea.

La délégation bulgare note avec satisfaction que plusieurs événements récents encourageants ont amélioré les perspectives d'une solution. Sur la base des mesures prises l'année dernière, et à titre de suivi, une réunion informelle en deux étapes des parties au conflit et des parties intéressées a été convoquée à Jakarta l'été dernier. La position en sept points de la République populaire du Kampuchea à l'égard d'une solution politique globale du problème kampuchéen et la proposition en sept points de la République démocratique lao sur l'instauration d'une zone de paix, de stabilité, d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est constituent sans aucune doute une contribution majeure à cette réunion. Il est également encourageant de constater qu'un accord est intervenu sur l'identification d'un lien entre les questions clefs que sont, d'une part, le retrait volontaire des forces vietnamiennes et, d'autre part, la prévention du retour dans ce pays du régime de Pol Pot responsable de la tragédie subie par le peuple kampuchéen à la fin des années 70. On a également envisagé de mettre au point un calendrier pour la cessation simultanée de fournitures d'armes aux forces d'opposition kampuchéennes et de toute ingérence étrangère.

Ces résultats concourent de façon notable aux efforts constants menés par le Gouvernement de la République populaire du Kampuchea en vue de trouver une solution politique juste qui permette de bâtir un Kampuchea non aligné, pacifique, indépendant, démocratique, souverain et neutre. Sa politique de réconciliation nationale et ses nombreuses initiatives constructives conçues pour répondre aux intérêts légitimes d'autres parties concernées témoignent du sérieux et du potentiel de ces efforts.

Nous apprécions beaucoup et soutenons les efforts inlassables déployés par la République socialiste du Viet Nam et par la République démocratique populaire lao en vue de régler le problème du Kampuchea et d'instaurer une zone de paix, de stabilité, d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est, et nous nous félicitons notamment de la proposition présentée conjointement par les deux pays à la réunion du Groupe de travail à Jakarta, le 17 octobre 1988.

M. Stresov (Bulgarie)

La délégation de la Bulgarie réaffirme son plein appui à ces efforts.

Les résultats obtenus récemment à l'occasion d'autres réunions internationales vont dans le même sens. Citons par exemple la position exprimée dans le document final de la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est déroulée à Nicosie du 5 au 9 septembre, et l'initiative du Mouvement non aligné d'explorer les possibilités et les perspectives d'un règlement pacifique au Kampuchea.

La période que nous traversons actuellement est selon nous très importante. Nous devrions pleinement explorer et bien utiliser le potentiel des résultats obtenus jusqu'à présent et veiller à ne pas le gaspiller. Il serait certes préjudiciable tant pour le peuple kampuchéen que pour la paix et la stabilité dans la région du Sud-Est asiatique de revenir à des attitudes peu réalistes et partiales. Nous devons les éviter à tout prix. Les nouvelles perspectives d'une solution politique juste des problèmes relatifs au Kampuchea devraient bénéficier d'une bonne chance de réussir.

Nous estimons que l'Organisation des Nations Unies a sa part de responsabilités à cet égard. Comme le montrent les événements récents, une bonne volonté raisonnable et une détermination de poursuivre de façon constructive le dialogue pourraient permettre d'envisager rapidement une solution politique au problème du Kampuchea. Malheureusement, le projet de résolution A/43/L.12 qui a été présenté aux fins d'adoption à l'Assemblée générale ne répond pas à ces exigences ou ne prend pas en considération l'évolution de la situation elle-même. On semble suivre cette année le même schéma que par le passé. Par conséquent ma délégation n'appuiera pas le projet de résolution tel qu'il est présenté. Toutefois la Bulgarie souhaite réitérer son espoir de voir les efforts des trois pays d'Indochine, d'Indonésie et d'autres pays de l'ANASE, conduire à une solution politique et juste du problème kampuchéen dans un avenir proche.

M. AL-ZADGALY (Oman) (interprétation de l'arabe) : Nous débattons à nouveau aujourd'hui d'un problème qui préoccupe la communauté internationale, à savoir la situation au Kampuchea. Depuis décembre 1978 ce problème ne menace pas seulement la paix et la sécurité de la région du Sud-Est asiatique, il est aussi facteur d'insécurité et d'instabilité pour d'autres régions du monde.

Depuis 1979, l'Assemblée générale réclame le retrait des forces vietnamiennes du Kampuchea et le rétablissement de son indépendance, pas nécessairement parce que ce problème est un facteur d'instabilité dans les relations internationales mais



M. Al-Zadgaly (Oman)

surtout parce qu'il s'agit d'un problème qui a des ramifications importantes sur le plan humanitaire en raison de la dégradation de la situation à l'intérieur des frontières et de l'exil auquel sont contraints de nombreux habitants sans parler de la malnutrition, de la faim ainsi que des tirs d'artillerie dont sont victimes les camps de réfugiés cambodgiens tout le long de la frontière avec la Thaïlande. Tout cela résulte évidemment d'un pourrissement de la situation sur le terrain. Le Viet Nam a déclaré qu'il était désireux de se retirer mais il refuse toujours de se conformer aux résolutions des Nations Unies. Le Viet Nam poursuit son intervention armée et n'a pas encore retiré toutes ses forces armées. Les problèmes humains économiques et sociaux qui résultent de cette situation persistent. Voilà pourquoi il est impératif de respecter la sécurité et la stabilité des Etats, de ne pas s'ingérer dans leurs affaires intérieures et de préserver le droit des peuples à vivre en paix et à se doter du régime de leur choix.

Les progrès enregistrés dans la recherche d'une solution globale sont le fait de la prise de conscience internationale de l'acuité du problème cambodgien. Et si l'on désire aboutir à une conclusion satisfaisante, il faut que la communauté internationale continue de faire preuve de son attachement aux principes de la Charte des Nations Unies relatifs à ce problème. Voilà pourquoi l'Oman a toujours appuyé les résolutions adoptées par l'Assemblée générale au sujet du problème du Kampuchea.

Ma délégation pense que l'acceptation et la mise en oeuvre de ces résolutions par le Viet Nam seraient de nature à améliorer les relations qui seraient mutuellement bénéfiques pour les Etats de la région du Sud-Est asiatique et seraient un facteur de paix et de stabilité durable dans toute la région. Ma délégation pense que le plan en huit points présenté par le gouvernement de coalition du Kampuchea en date du 17 mars 1986 renferme de nombreux points positifs qui témoignent de la volonté réelle du gouvernement de coalition de parvenir à une solution juste et durable du problème du Kampuchea qui garantirait la paix et la stabilité de la région. Voilà pourquoi ma délégation a souscrit à cette proposition en huit points qui a recueilli l'adhésion de nombreux pays du monde.

M. Al-Zadgaly (Oman)

Voilà pourquoi ma délégation tient aujourd'hui à réaffirmer son appui au communiqué conjoint publié à l'issue de la vingtième réunion ministérielle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), tenue les 15 et 16 juin 1987 à Singapour, qui a réaffirmé le désir de parvenir à un règlement juste et durable du problème kampuchéen, sous les auspices des Nations Unies. Ce règlement repose sur le retrait complet de toutes les forces étrangères du Kampuchea, le rétablissement de l'indépendance de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ce pays, le droit du peuple kampuchéen de décider de son sort, et ce en vue de la réconciliation nationale.

Je ne saurais manquer de rendre hommage à l'ANASE pour les efforts qu'elle déploie à cet égard, et en particulier au Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie, représentant de l'ANASE dans les pourparlers avec le Viet Nam, qui a étudié les possibilités de parvenir à un règlement du problème kampuchéen. Nous souscrivons également aux recommandations adoptées lors de la réunion informelle de Jakarta qui s'est tenue en juillet dernier.

Le Sultanat d'Oman a une position de principe en la matière; aussi souhaite-t-il s'associer à tous ceux qui demandent l'application des résolutions de l'ONU sur la question aux fins de parvenir à un règlement juste et durable du problème kampuchéen pour que le peuple de ce pays puisse connaître de nouveau la paix et l'harmonie qui lui font cruellement défaut et sous le gouvernement de son droit. Par ailleurs, ma délégation souhaiterait, au nom du Gouvernement d'Oman, rendre hommage au Secrétaire général, qui recherche activement, par le truchement de son représentant spécial, M. Rafeeuddin Ahmed, une solution au problème kampuchéen. Nous continuerons d'appuyer toutes les démarches faites dans ce sens, notamment le projet de résolution contenu dans le document A/43/L.12, jusqu'à ce qu'on parvienne à un règlement juste et durable du problème kampuchéen, règlement que le peuple de ce pays appelle depuis fort longtemps de tous ses vœux.

M. ESZTERGALYOS (Hongrie) (interprétation de l'anglais) : Le climat international et les travaux de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale subissent l'influence positive, non seulement des changements intervenus dans les relations est-ouest et de l'élan du dialogue soviéto-américain, mais de l'intensification des efforts en vue de résoudre des problèmes régionaux, y compris l'élimination de foyers de crise, qui déstabilisent et entravent la coopération internationale. Des accords importants et novateurs ont été réalisés et des négociations prometteuses ont lieu à l'heure actuelle.

M. Esztergalyos (Hongrie)

En ce qui concerne le point 23 de l'ordre du jour de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale, "La situation au Kampuchea", mon gouvernement souscrit aux efforts déployés pour régler la question kampuchéenne par des moyens pacifiques dans le cadre de négociations, et les suit avec confiance. Elle sait gré aux pays et aux forces politiques oeuvrant pour un règlement de ce problème du sérieux et du réalisme dont ils font preuve. Comme le reflète également le rapport du Secrétaire général (A/43/730), les parties kampuchéennes et les autres pays intéressés ont entamé un dialogue qu'elles entendent apparemment poursuivre jusqu'à ce que le cadre d'un règlement politique global soit arrêté. C'est un événement encourageant qui confirme l'intérêt pour toutes les parties de renoncer à l'affrontement prolongé et stérile et de rechercher une solution politique par le biais des négociations authentiques et en faisant preuve d'accommodement mutuel.

Dans cet esprit, la Hongrie se félicite des acquis de la Réunion informelle de Jakarta, tenue à Bogor du 25 au 28 juillet 1988, au cours de laquelle toutes les parties ont fait montre d'une volonté sincère de trouver des terrains d'entente et d'aboutir à une convergence de vues sur les questions à l'examen. Tous les participants à cette réunion ont convenu que les deux questions clef et interdépendantes concernant le Kampuchea étaient le retrait des forces vietnamiennes de ce pays, qui doit intervenir dans le cadre d'une solution politique d'ensemble, le non-recours aux politiques et pratiques du régime de génocide de Pol Pot et la cessation de toute ingérence étrangère et de fournitures d'armes de l'extérieur aux forces d'opposition kampuchéennes. Les résultats de cette réunion ont été bien accueillis sur le plan mondial. A la Réunion de hauts responsables des pays non alignés à Harare, en juillet dernier, on s'est vivement félicité du consensus qui s'est dégagé, car cela a été jugé comme un progrès significatif dans la recherche d'une solution politique du Kampuchea et de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est. La Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, qui s'est tenue à Nicosie en septembre dernier, s'en est également félicitée.

Les résultats de la réunion informelle de Jakarta et l'accord réalisé entre le Prince Sihanouk et le Président Hun Sen ont non seulement rompu l'impasse vieille de 10 ans, mais fourni le cadre d'une solution politique au problème kampuchéen à la fois sur le plan international et interne. L'annonce par le Viet Nam et la

M. Esztergalyos (Hongrie)

République populaire du Kampuchea du retrait de 50 000 soldats vietnamiens et du commandement des forces vietnamiennes en 1988 reflète le changement profond intervenu en Asie du Sud-Est.

A la suite de la décision prise lors de la réunion informelle de Jakarta, un groupe de travail composé de hauts responsables ayant participé à ladite réunion s'est récemment réuni à Jakarta pour examiner les aspects spécifiques d'un règlement politique de la question du Kampuchea. Les efforts intenses consentis par le pays hôte, l'Indonésie, pour veiller à ce que cette réunion ait lieu comme prévu et que le dialogue s'oriente vers un règlement de la question kampuchéenne, sont très appréciables.

L'élimination des foyers régionaux de tension, qui menacent la paix et la sécurité internationales, est un élément important de l'instauration d'une sécurité internationale. La mesure dans laquelle l'Organisation mondiale sera à même de remplir sa mission de maintien de la paix et de la sécurité sera sans doute la pierre de touche de l'aptitude des Nations Unies à se renouveler. A cet égard, la Hongrie se félicite de la position adoptée par le Viet Nam, à savoir qu'il est nécessaire d'entamer un nouveau chapitre aux Nations Unies dans la coopération entre les pays de l'Asie du Sud-Est sur la question du Kampuchea et de réunir les conditions susceptibles de permettre à l'Organisation mondiale de jouer un rôle positif dans le règlement de la question du Kampuchea.

L'adoption par les Nations Unies d'une résolution exprimant, tout en s'en félicitant, son plein appui aux efforts des pays de l'Asie du Sud-Est et des parties kampuchéennes pour parvenir à un règlement pacifique de la question du Kampuchea stimulerait le dialogue positif actuellement en cours entre les participants à la réunion informelle de Jakarta. Aussi est-il regrettable que le projet de résolution, contenu dans le document A/43/L.12, ne reflète pas pleinement l'esprit de dialogue et de coopération de la réunion informelle de Jakarta. Il prolonge l'impasse aux Nations Unies sur la question du Kampuchea et n'offre pas une base adéquate grâce à laquelle les Nations Unies pourraient s'acquitter de la noble responsabilité qui est la leur à l'égard de la question du Kampuchea.

M. TORNUDD (Finlande) (interprétation de l'anglais) : Les progrès enregistrés récemment dans la question du Kampuchea sont encourageants. En juillet dernier, la recherche d'une solution, si longtemps attendue, par les pays et les parties les plus directement intéressés a abouti à un résultat important : la convocation de la réunion informelle de Jakarta. Cette réunion a été un jalon important dans le processus de recherche d'un règlement pacifique global à la question du Kampuchea. Il convient maintenant de faire tous les efforts nécessaires pour veiller à ce que ce processus se poursuive. Nous sommes convaincus que le climat international actuel aidera les parties intéressées, lorsqu'elles se rencontreront dans un proche avenir, à poursuivre leurs travaux en vue d'un accord.

Les ministres des affaires étrangères des pays nordiques ont exprimé, à leur réunion régulière tenue en août à Kiruna, en Suède, l'espoir que la réunion de Jakarta sera un premier pas dans un processus de paix qui aboutira au retrait des troupes étrangères du Kampuchea et permettra au peuple kampuchéen d'exercer son droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure.

Des faits nouveaux survenus récemment confirment que toutes les parties manifestent maintenant la volonté déterminée de rechercher une solution politique par le biais de négociations authentiques. Un plan de règlement global doit être compatible avec les objectifs et principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et doit protéger de façon adéquate les intérêts fondamentaux des parties intéressées, en particulier ceux du peuple du Kampuchea lui-même.

La détermination des parties de parvenir à une solution de compromis par le biais de négociations authentiques représente un changement significatif dans la situation du Kampuchea. La Finlande se félicite de cette évolution de la situation, qui se trouve reflétée également dans les débats de l'Assemblée générale.

Les principaux éléments de paix au Kampuchea sont incorporés dans le projet de résolution dont nous sommes maintenant saisis. Nous espérons que ce projet de résolution contribuera à faire progresser le processus de paix.

Les efforts entrepris par le Secrétaire général dans le cadre de sa mission de bons offices se sont révélés très utiles dans la recherche des moyens de favoriser une solution pacifique.

La Finlande a noté avec une attention particulière le large accord qui se dégage de toutes parts sur les principes qui doivent se refléter dans un règlement durable et pacifique. On peut donc penser qu'ils constitueront une base importante

M. Tornudd (Finlande)

pour les négociations futures. Il est vrai qu'il reste encore à résoudre un certain nombre de questions importantes et que, par conséquent, les parties devraient faire un effort sérieux pour régler les questions en suspens.

Nous attendons avec impatience la convocation d'une conférence internationale sur le Kampuchea, qui pourrait, au moment voulu, confirmer les résultats que nous escomptons du processus entamé à Jakarta cette année.

Entre-temps, la communauté internationale doit continuer d'appuyer les programmes d'assistance humanitaire qui ont été lancés par les Nations Unies et les institutions spécialisées à l'intention des réfugiés kampuchéens. Les efforts que ne cesse de poursuivre le Secrétaire général dans la coordination des secours humanitaires d'urgence en faveur du peuple kampuchéen le long de la frontière thaïlanno-kampuchéenne de même qu'à l'intérieur de ces pays méritent notre profonde reconnaissance. Mon gouvernement continuera, pour sa part, à contribuer à ces programmes.

C'est pour nous un motif d'encouragement que d'apprendre que la réunion préparatoire à la conférence internationale sur les réfugiés indochinois et les boat people, chargée de résoudre le problème des réfugiés, s'est tenue la semaine dernière, à Bangkok, et qu'elle a bénéficié d'une très large participation.

La séance est levée à 12 h 35.

